

# DÉPARTEMENT DU DOUBS

ARRONDISSEMENT  
de BESANÇON

OBJET :

RÉSEAU DE CHALEUR DE  
BLAMONT : RÉGLEMENT DE  
SERVICE

Délibération n° 2024/17

MEMBRES :

En exercice : 40

Présents : 24

Représentés : 5

Présents et représentés ayant pris  
part à la délibération : 27

Absents excusés : 13

Absents : 6

RESULTAT DU VOTE :

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

DATE DE LA CONVOCATION :

13 juin 2024

NOTA :

Cette délibération sera publiée en  
juin 2024 sur [www.syded.fr](http://www.syded.fr).

**SYDED**

(Syndicat mixte d'énergies du Doubs)

33 rue Clément Marot

25000 BESANÇON



EXTRAIT

du registre des délibérations du comité syndical

**Séance du 21 juin 2024**

L'an deux mille vingt-quatre,

Le 21 juin à 17 heures 30

Le comité syndical du SYDED s'est réuni au SYDED, 33 rue Clément Marot, à Besançon, après convocation légale, sous la présidence de Patrick CORNE, Président.

Secrétaire de séance : Pascal DUCRET.

**Étaient présents :** Emile BOURGEOIS, Patrick CORNE (*pouvoir de Christophe ANDRÉ*), Claude COURVOISIER, François CUCHEROUSSET, Jacques DEMANGEON, André-Marie DEPOUTOT, Pascal DUCRET, Daniel GRANJON, Maurice GROSSET, Yves GUYEN (*pouvoir de Marie ZÉHAF, à compter de la délibération 20*), Michel LAURENT, Christian METHOT (*suppléant Magali DUVERNOIS*), Pierre MILLON (*suppléant Evelyne MERCIER*), Anthony NAPPEZ (*pouvoir de Lorine GAGLIOLO*), Benoit PARENT, Laurent PETIT, Franck RACLOT, Jean-Marie SAILLARD (*pouvoir de Roland MARTIN*), Gilles SPICHER (*suppléant Yannick POUJET*), Marc TIROLE (*pouvoir de Carole THOUESNY, ne prend pas part au vote de la délibération 18*), Olivier TRAVERSIER, Pierre VAUFREY, Charlène CERUTTI, Ghislaine VUILLIER.

**Étaient excusés :** Christophe ANDRÉ (*pouvoir à Patrick CORNE*), Magali DUVERNOIS (*suppléée par Christian METHOT*), Ludovic FAGAUT, Sarah FAIVRE, Lorine GAGLIOLO (*pouvoir à Anthony NAPPEZ*), Yves GAMELON, Jean-Emmanuel LAFARGE, Aymeric MAIRE, Roland MARTIN (*pouvoir à Jean-Marie SAILLARD*), Evelyne MERCIER (*suppléée par Pierre MILLON*), Yannick POUJET (*suppléé par Gilles SPICHER*), Carole THOUESNY (*pouvoir à Marc TIROLE*), Marie ZÉHAF (*pouvoir à Yves GUYEN*).

**Étaient absents :** Henri BERMOND, Frédéric CARTIER, Jean-Michel CAYUÉLA, Laurent CROIZIER, Daniel DEFASNE, Didier PAINEAU.

Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

Lors de sa séance du 8 mars 2024, le comité syndical du SYDED a validé l'avant-projet définitif (APD) de l'opération relative à la construction d'un réseau de chaleur sur la commune de Blamont ainsi que le budget correspondant. Il a également autorisé toutes les démarches financières, techniques et administratives nécessaires désormais pour mener à bien le projet.

Les pièces contractuelles à établir en vue d'assurer le service de distribution de chaleur pour les futurs abonnés sont :

- Le **Règlement de Service** qui s'imposera à tous les abonnés, document unique devant préalablement être adopté par le SYDED. Il s'agit en quelque sorte des conditions générales du service ;
- Un **Contrat d'Engagement** propre à chaque abonné, document qui reprend les principales composantes du règlement de service, précise l'encadrement du prix sur la base des données actuelles et liste les bâtiments à raccorder. Ce contrat doit être adopté par les instances décisionnelles respectives, pour être ensuite cosigné avec le Président du SYDED ;
- Une **Police d'Abonnement** propre à chaque bâtiment raccordé et qui n'entrera en vigueur que lorsque tous les coûts liés au service seront arrêtés. En adoptant le contrat d'engagement, chaque instance peut autoriser son représentant légal à signer la police d'abonnement en temps utile, dans la limite des tarifs indiqués au contrat précité.

Ces documents ont été établis en concertation avec les partenaires du projet, sur la base de modèles reconnus. Le projet de Règlement de Service est joint en annexe et les contrats d'engagements élaborés sur la base de ce règlement ont été soumis aux futurs abonnés, pour adoption par leurs instances décisionnelles respectives.

Le comité syndical, après avoir entendu l'exposé de Jean-Marie SAILLARD, 2<sup>ème</sup> vice-président et en avoir délibéré, décide à l'unanimité des présents et représentés ayant pris part à la délibération :

► ***D'adopter le Règlement de Service tel que présenté en annexe.***

Fait et délibéré en séance, les jour, mois, an susdits.

Pour extrait conforme  
Le Président du SYDED,  
Patrick CORNE

## Régie Biochaleur du SYDED

### Service de distribution publique de chaleur de Blamont Règlement du service

## Sommaire

<b>CHAPITRE 1 - GENERALITES.....</b>	<b>3</b>
Article 1 - Objet du Règlement .....	3
Article 2 - Principes généraux du Service et définitions .....	3
2.1 - Responsabilité du Service .....	3
2.2 - Constitution des ouvrages primaires.....	3
2.3 - Entretien des installations de l'ABONNÉ .....	4
Article 3 - Modalités de fourniture de la chaleur.....	4
Article 4 - Obligations de fourniture .....	4
4.1 - Obligation de desservir les ABONNÉS .....	4
4.2 - Obligation de fourniture et d'égalité de traitement.....	5
<b>CHAPITRE 2 - CONDITIONS DE LIVRAISON DE CHALEUR .....</b>	<b>5</b>
Article 5 - Périodes de fourniture.....	5
5.1 - Fourniture au sein de la saison de chauffe .....	5
5.2 - Fourniture en dehors de la Saison de chauffage .....	6
5.3 - Autres fournitures.....	6
Article 6 - Conditions techniques de livraison de chaleur .....	6
6.1 - Nature et caractéristiques de la chaleur distribuée .....	6
6.2 - Conditions d'établissement du poste de livraison.....	6
6.3 - Mesures et contrôles .....	7
6.4 - Puissance souscrite .....	8
Article 7 - Interruptions de fourniture .....	9
7.1 - Interruption pour travaux d'entretien courant .....	9
7.2 - Travaux de gros entretien et de renouvellement et travaux de raccordement .....	9
7.3 - Arrêts d'urgence.....	10
7.4 - Autres cas d'interruption de fourniture .....	10
7.5 - Arrêt non programmé .....	10
7.6 - Interruption en cas de non-paiement de factures.....	10
Article 8 - Défauts de fourniture .....	10
8.1 - Définitions .....	10
8.2 - Sanctions pécuniaires .....	10
Article 9 - Astreinte .....	10
Article 10 - Obligations et responsabilité de l'ABONNÉ .....	11
10.1 - Obligations et responsabilités de l'ABONNÉ.....	11
10.2 - Sanctions en cas d'inexécution des obligations de l'ABONNÉ .....	12
Article 11 - Information des ABONNÉS .....	12
<b>CHAPITRE 3 - REGIME DES ABONNEMENTS ET DES RACCORDEMENTS.....</b>	<b>12</b>
Article 12 - Régime des abonnements .....	12
Article 13 - Raccordement.....	13
<b>CHAPITRE 4 - CONDITIONS FINANCIERES.....</b>	<b>13</b>
Article 14 - Tarifs de base .....	13
14.1 - Composition de l'élément R1.....	13

14.2 - Composition de l'élément R2.....	14
14.3 - Cas de la fourniture en dehors de la Saison de chauffage.....	14
Article 15 - Révision des tarifs.....	14
Article 16 - Facturation et paiement des sommes dues par les ABONNÉS .....	15
16.1 - Facturation .....	15
16.2 - Régularisation .....	15
16.3 - Conditions de paiement.....	15
16.4 - Réduction de la facturation.....	16
16.5 - Paiement des frais de raccordement .....	16
16.6 - Frais de rupture anticipée.....	16
16.7 - Frais de démantèlement des installations .....	16
<b>CHAPITRE 5 - CLAUSES D'APPLICATION .....</b>	<b>17</b>
Article 17 - Date d'application .....	17
Article 18 - Modification du Règlement .....	17
Article 19 - Contestation du Règlement de service .....	17
Article 20 - Clause d'exécution.....	17
<b>ANNEXE 1 – TARIFS HT EN VIGUEUR (MAI 2024) .....</b>	<b>18</b>
Prix de la chaleur R1 .....	18
Prix de l'abonnement R2 .....	18

# Chapitre 1 - GENERALITES

## Article 1 - Objet du Règlement

Le présent Règlement a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles la fourniture de chaleur est assurée aux ABONNÉS (ci-après « L'ABONNÉ » OU « LES ABONNÉS »), dans le périmètre du Service fourni par la Régie Biochaleur du SYDED (ci-après « La RÉGIE »), sur le territoire de la commune de Blamont (dénommée ci-après « La COMMUNE »).

Un exemplaire du Règlement du service en vigueur est remis à l'ABONNÉ au moment de la signature de sa demande d'abonnement.

Le Règlement de service définit les conditions, les règles, les usages et les droits des parties signataires des « Polices d'abonnement » au Service.

Ses stipulations s'appliquent indifféremment à tous les ABONNÉS du Service.

## Article 2 - Principes généraux du Service et définitions

### 2.1 - Responsabilité du Service

La RÉGIE est chargée d'exploiter, à ses risques et périls, le service public de production, de transport et de distribution de chaleur, dont elle a réalisé et financé les travaux.

La RÉGIE assure la gestion et l'exploitation des ouvrages y afférant.

La RÉGIE s'engage en conséquence à assurer la sécurité ainsi que le bon fonctionnement, l'entretien, la réparation et le renouvellement des ouvrages du Service grâce à une surveillance régulière et systématique du Service, en vue, d'une part de limiter la fréquence et la durée des arrêts éventuels et, d'autre part de limiter à ce qui est strictement nécessaire la consommation d'énergie tout en assurant la meilleure qualité de service possible.

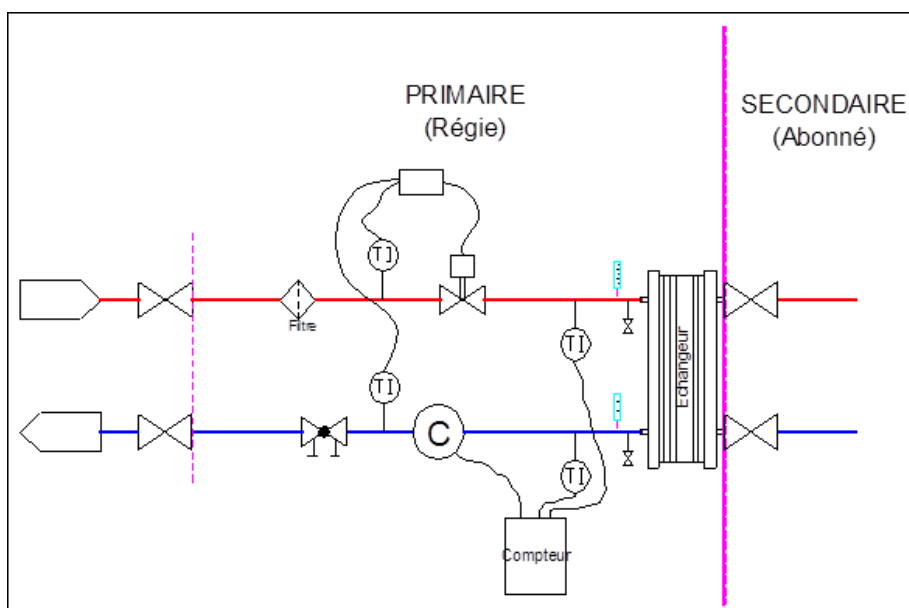
La RÉGIE s'engage à maintenir les ouvrages du Service placés sous sa responsabilité en conformité avec la réglementation au fur et à mesure de son évolution.

### 2.2 - Constitution des ouvrages primaires

Les ouvrages du Service, appelés aussi installations primaires, comprennent :

- les ouvrages de production représentés par une chaufferie mixte bois-fioul (bâtiment, équipements, aire de manœuvre) ;
- les ouvrages de transport et de distribution comportant :
  - le réseau de distribution enterré (équipements et tranchées), avec ses liaisons desservant les bâtiments des ABONNÉS ;
  - les postes de livraison des ABONNÉS, situés dans les propriétés des ABONNÉS dans un local appelé sous-station, et qui comprend notamment les tuyauteries primaires de liaison intérieure, la régulation primaire, le comptage d'énergie, et l'échangeur, jusqu'aux brides de sortie secondaires de ce dernier.

Tous les ouvrages, canalisations et tout autre bien en général, situés dans la propriété de l'ABONNÉ, en amont des brides de sortie secondaire de l'échangeur font partie des installations primaires entretenues par la RÉGIE.



### 2.3 - Entretien des installations de l'ABONNÉ

Tous les ouvrages, canalisations et tout autre bien en général, en aval des brides de sortie secondaire de l'échangeur constituent le réseau secondaire entretenu par l'ABONNÉ.

À partir des brides de raccordement des installations secondaires, l'ABONNÉ est seul responsable vis-à-vis des tiers et du Service, dans les termes du droit commun, de ses branchements et des installations y faisant suite.

L'ABONNÉ répond notamment de tous dommages pouvant découler de leur existence ou de leur utilisation ainsi que de toutes conséquences de toute nature que ce soit.

La RÉGIE peut contrôler sur plan et sur place, et sans que sa responsabilité soit engagée, la réalisation ou le maintien en état de tous les éléments en contact directement ou indirectement avec le fluide primaire.

La RÉGIE peut refuser le raccordement ou la mise en service en cas de non-conformité avec la réglementation, avec les règles et normes notamment de sécurité, préalablement portées à la connaissance de l'ABONNÉ.

## Article 3 - Modalités de fourniture de la chaleur

Toute fourniture d'énergie est subordonnée à la signature d'une Police d'abonnement.

En conséquence, tout ABONNÉ éventuel, désireux que l'(les) immeuble(s) dont il est le propriétaire ou le gestionnaire soi(en)t alimenté(s) en énergie calorifique issue du Service, doit conclure avec la RÉGIE une demande d'abonnement conforme au modèle annexé à la Police d'abonnement.

Le présent Règlement remis à l'ABONNÉ en annexe de la demande d'abonnement, fixe les conditions générales du Service ; il fait partie intégrante de la Police d'abonnement, y compris les modifications ultérieures qui pourront être apportées au Règlement de service conformément aux stipulations de l'article Article 18 - .

## Article 4 - Obligations de fourniture

### 4.1 - Obligation de desservir les ABONNÉS

Sous réserve des possibilités techniques des installations, la RÉGIE est tenue de réaliser sur demande de la COMMUNE ou des consommateurs intéressés, toutes extensions particulières du réseau de canalisations et tous renforcements des installations qui en sont la conséquence, si les intéressés fournissent à la RÉGIE des garanties de puissance et participent aux frais de premier établissement dans les conditions ci-après :

- Une garantie valable pendant dix années consécutives d'une puissance contractuelle minimale à convenir en fonction des caractéristiques de l'installation (branchements individuels non compris) ;
- L'engagement de supporter l'intégralité des frais de premier établissement nécessaire à la desserte de l'ABONNÉ.

Il est précisé que la RÉGIE n'est pas tenue de raccorder tout bâtiment dont le propriétaire se déclare intéressé, et plus particulièrement :

- En cas de puissance inférieure à 1 kW / mètre linéaire de réseau à créer, cette puissance étant la puissance minimale estimée au niveau du poste de livraison ;
- En cas de consommation de chaleur annuelle inférieure à 1 MWh / mètre linéaire de réseau, cette consommation étant basée sur les éléments transmis par l'ABONNÉ au moment de sa demande de raccordement ;
- Si le coût de ce raccordement et ses conséquences éventuelles ne permettent pas de maintenir l'équilibre économique du Service.

La RÉGIE peut surseoir à accorder ou refuser un abonnement, ou limiter la puissance souscrite, si l'importance de celle-ci nécessite la réalisation d'un renforcement du réseau ou de l'outil de production de chaleur.

## 4.2 - Obligation de fourniture et d'égalité de traitement

Tous les ABONNÉS sont placés dans une situation identique à l'égard du Service, et sont donc soumis aux mêmes stipulations du présent Règlement.

Dans le cas où la RÉGIE serait amenée à consentir à certains ABONNÉS un tarif inférieur au tarif de base, elle sera tenue de faire bénéficier des mêmes réductions aux ABONNÉS placés dans des conditions identiques à l'égard du service public.

La RÉGIE est tenue de fournir aux conditions décrites au présent Règlement du service, la chaleur nécessaire au chauffage des bâtiments, et, le cas échéant, au réchauffage de l'eau chaude sanitaire durant la saison de chauffage, dans la limite de la puissance souscrite par l'ABONNÉ, fixée dans sa Police d'abonnement.

Cette obligation est limitée à la fourniture de chaleur en sous-station.

La RÉGIE peut assurer, dans la limite de capacité des installations, toute fourniture de chaleur destinée à des usages autres que le chauffage des bâtiments et le réchauffage de l'eau chaude sanitaire dans les conditions définies ci-après.

# Chapitre 2 - CONDITIONS DE LIVRAISON DE CHALEUR

## Article 5 - Périodes de fourniture

### 5.1 - Fourniture au sein de la saison de chauffe

La période ou "saison de chauffage", pendant laquelle la RÉGIE doit être en mesure de fournir la chaleur dans les 24 heures suivant demande écrite des ABONNÉS, est la suivante :

- Saison de chauffage : du 1er septembre au 31 mai

Les dates respectives de début et de fin de la période effective de chauffage sont fixées par la RÉGIE, en fonction des demandes écrites des ABONNÉS (email).

En fonction des conditions climatiques et à la demande des ABONNÉS, la RÉGIE peut décider d'étendre les dates de la saison de chauffage.



## 5.2 - Fourniture en dehors de la Saison de chauffage

La fourniture de chaleur en dehors de la Saison de chauffage peut être demandée par l'ABONNÉ.

Sous réserve de compatibilité technique avec le fonctionnement du Service durant cette période, la RÉGIE pourra accepter cette demande. Le cas échéant, elle a la faculté de définir des tarifs spécifiques pour la fourniture de chaleur hors Saison de chauffage et les coûts d'exploitation associés.

Les tarifs, et, le cas échéant, les conditions spécifiques de la fourniture de chaleur hors Saison de chauffage sont définis dans la police d'abonnement de l'ABONNÉ.

## 5.3 - Autres fournitures

Les conditions propres aux éventuelles autres fournitures aux ABONNÉS sont fixées par les Polices d'abonnement, sous réserve de compatibilité technique avec les équipements du Service.

# Article 6 - Conditions techniques de livraison de chaleur

## 6.1 - Nature et caractéristiques de la chaleur distribuée

La chaleur est fournie au poste de livraison situé dans la sous-station mise à la disposition de la RÉGIE par l'ABONNÉ.

La chaleur est obtenue par échange entre un fluide circulant dans les installations primaires, dit fluide primaire, dont la RÉGIE sera responsable, et le fluide alimentant les installations des bâtiments, dit fluide secondaire, dont l'ABONNÉ conserve la responsabilité.

La chaleur est livrée dans les conditions générales suivantes :

- Primaire :
  - Température maximale d'alimentation des postes de livraison : 90°C
  - Température nominale de retour des postes de livraison : 70°C
  - Pression maximale d'alimentation des postes de livraison : 3 bars
- Secondaire (en aval de l'échangeur) :
  - Température maximale en sortie d'échangeur 80 °C ;
  - Pression maximale du réseau secondaire à l'échangeur : 3 bars

Toute demande de fourniture de chaleur sous une forme ou une température différente des conditions générales de fourniture pourra être refusée ou acceptée par la RÉGIE.

Si celle-ci l'accepte, elle pourra alors exiger de l'ABONNÉ le paiement de tous les frais et charges susceptibles d'en résulter pour elle, soit lors du raccordement, soit en cours d'exploitation.

Dans ce cas, la tarification pourra faire l'objet d'un aménagement adapté par la RÉGIE, qui sera alors tenue d'en aviser l'ABONNÉ.

En outre, cette fourniture devra être compatible avec les conditions techniques normales de distribution et ne doit en aucun cas obliger la RÉGIE à modifier ces conditions, en particulier à augmenter la température et la pression du réseau au-dessus de celles prévues pour le fonctionnement normal du réseau primaire.

Les conditions particulières de fourniture sont précisées dans la Police d'abonnement.

## 6.2 - Conditions d'établissement du poste de livraison

Le poste de livraison est tel que défini à l'article 2.2 - . Il fait partie des biens du Service.

Les agents de la RÉGIE ou les prestataires mandatés par elle ont libre accès au poste de livraison pour tous relevés, vérifications, entretien et, s'il y a lieu, opérations conservatoires en cas de danger.

Le local servant de sous-station, telle que définie à l'article 2.2 - , dans lequel est installé le poste de livraison, reste la propriété de l'ABONNÉ. L'ABONNÉ en maintient le clos et le couvert conformes à la réglementation, et le met à la disposition de la RÉGIE dans les conditions décrites à l'article Article 10 - . La construction et l'entretien du génie civil des sous-stations sont à la charge de l'ABONNÉ.



Lors de la réalisation d'un ensemble immobilier destiné à se raccorder au réseau, le constructeur devra notamment respecter les règles suivantes :

- Fournir les locaux nécessaires aux sous-stations dans les immeubles à desservir ;
- Prévoir les réservations nécessaires aux réseaux primaires en sous-sol des immeubles ;
- Associer la RÉGIE à l'élaboration des études techniques la concernant, en vue de coordonner les interventions du Service, dans le cadre du planning général des opérations de construction.

## 6.3 - Mesures et contrôles

### 6.3.1 - Mesures des fournitures

Quel que soit le mode de tarification choisi par l'ABONNÉ, la chaleur livrée est mesurée, dans les postes de livraison, par un ou des compteur(s) d'énergie thermique d'un modèle approuvé.

Tous ces compteurs (mesureurs et intégrateurs) et leurs sondes de température sont plombés par le fabricant ou un autre organisme agréé à cet effet par le Laboratoire National de Métrologie et d'Essais.

Les compteurs font partie intégrante du Service. Les compteurs primaires (compteurs de chaleur) sont fournis, posés, entretenus et renouvelés par la RÉGIE dans les mêmes conditions que les postes de livraison.

L'entretien des compteurs ne comprend pas les frais particuliers de réparation motivée pour toute cause qui ne serait pas la conséquence de l'usage normal du Service ; ces frais particuliers seront à la charge de l'ABONNÉ, auquel incombe le soin de prendre les précautions nécessaires.

### 6.3.2 - Vérification des compteurs

L'ABONNÉ peut demander à tout moment la vérification d'un compteur à la RÉGIE. Les frais entraînés par cette vérification sont à la charge de l'ABONNÉ si le compteur est conforme, de la RÉGIE dans le cas contraire.

Dans tous les cas, un compteur est considéré comme inexact lorsqu'il présente des erreurs de mesurage supérieures aux erreurs maximales tolérées fixées par la réglementation en vigueur pour les compteurs d'énergie thermique.

Tout compteur inexact est remplacé par la RÉGIE par un compteur vérifié et conforme.

Pour la période où un compteur a donné des indications erronées, la RÉGIE remplace ces indications par la consommation théorique calculée de la façon suivante :

$$Cc = Cm \times DJUc / DJUm$$

avec :

- Cc = Consommation corrigée pour la période où le compteur a donné des indications erronées.
- Cm = Consommation mesurée au compteur durant une période de 15 jours suivant le remplacement du compteur.
- DJUc = Nombre de degrés jours unifiés base 18 à Dorans (90), corrigés de l'altitude, pour la période de consommation Cc.
- DJUm = Nombre de degrés jours unifiés base 18 à Dorans (90), corrigés de l'altitude, pour la période de consommation Cm.

En attendant la facturation définitive, une facturation provisoire, égale à celle de la précédente période équivalente, pourra être établie.

Les compteurs seront placés dans des conditions précisées dans la Police d'abonnement et permettant un accès facile aux agents de la RÉGIE.

Les agents de la RÉGIE ont accès à tout instant aux postes de livraison, à cet effet, les serrures placées aux portes des postes de livraison sont d'un modèle permettant à la RÉGIE l'utilisation d'un passe-partout.

## 6.4 - Puissance souscrite

### 6.4.1 - Définition

La puissance souscrite pour la livraison de chaleur, précisée dans la demande d'abonnement, est la puissance calorifique maximale que la RÉGIE est tenue de mettre à la disposition de l'ABONNÉ. Elle ne peut être supérieure à la puissance du poste de livraison de l'ABONNÉ calculée suivant les normes en vigueur, le poste de livraison fonctionnant dans les conditions retenues lors de la demande d'abonnement.

Pour les usages thermiques, elle est égale ou supérieure au produit :

- De la puissance calorifique maximale en service continu, somme des besoins calorifiques de chauffage des bâtiments de l'ABONNÉ, des pertes internes de distribution et des pertes particulières éventuellement liées au mode de chauffage choisi, calculée pour une température minimum extérieure de base corrigée de  $-15^{\circ}\text{C}$  ;
- De la puissance calorifique maximale en service continu, somme des besoins calorifiques des autres besoins à usage thermiques (eau chaude sanitaire, process, piscine, ...) des bâtiments de l'ABONNÉ, des pertes internes de distribution et des pertes particulières ;
- Par un coefficient de surpuissance pour remise en température après baisse ou arrêt du chauffage qui ne peut être inférieur à 1.10.

L'ABONNÉ peut limiter sa puissance souscrite à celle des locaux en service pour tenir compte de l'échelonnement dans l'édification et la mise en service des bâtiments.

### 6.4.2 - Vérification

Un contrôle contradictoire peut être demandé :

- Par l'ABONNÉ, s'il estime ne pas disposer de la puissance contractuelle ou s'il désire diminuer sa puissance souscrite ;
- Par la RÉGIE, si elle estime que l'ABONNÉ appelle davantage de puissance que la puissance contractuelle.

Pour cet essai effectué dans les conditions précisées au fascicule C.C.O. du C.C.T.G. de travaux applicables aux travaux de génie climatique, le compteur de chaleur installé dans le poste de l'ABONNÉ est équipé d'un enregistreur en continu des puissances délivrées par le fluide primaire.

À défaut, sont relevées les indications du compteur d'énergie cumulées pendant des périodes de 10 minutes, d'où est déduite la puissance moyenne délivrée durant chacune de ces périodes.

Ces relevés seront effectués pendant une durée qui ne pourra être inférieure à 24 heures consécutives et serviront à déterminer la puissance maximale appelée dans les conditions de l'essai. On calculera, à partir de cette mesure, la puissance maximale en service continu appelée lorsque la température extérieure de base est atteinte, et on la majorera d'un coefficient de surpuissance qui ne pourra être inférieur à 1.10 pour obtenir la puissance souscrite.

- Pour les vérifications à la demande de l'ABONNÉ, si la puissance ainsi déterminée est conforme ( $\pm 4\%$ ) ou supérieure à celle fixée à la demande d'abonnement, les frais entraînés sont à la charge de l'ABONNÉ, et il lui appartient, s'il le désire, de modifier l'équipement de son poste de livraison et de modifier sa puissance souscrite. Dans le cas contraire, les frais entraînés sont à la charge de la RÉGIE qui doit rendre la livraison conforme ;
- Pour les vérifications à la demande de la RÉGIE, si la puissance ainsi déterminée est supérieure de plus de  $4\%$  à la puissance contractuelle, les frais entraînés sont à la charge de l'ABONNÉ et la RÉGIE peut demander :
  - Soit que l'ABONNÉ réduise sa puissance absorbée à la puissance contractuelle, par des dispositions contrôlables ;
  - Soit qu'il ajuste sa puissance contractuelle à la valeur effectivement constatée ou calculée ;
- Si la puissance est conforme ( $\pm 4\%$ ) ou inférieure à la puissance souscrite, les frais sont à la charge de la RÉGIE.

Pour les révisions à la demande de l'ABONNÉ entrant dans le champ de l'article 6.4.3 - , les frais d'essai sont à la charge de l'ABONNÉ.

Dans tous les cas, si la puissance ainsi déterminée est supérieure de plus de 4% à la puissance souscrite, elle devra être révisée conformément à l'article 6.4.4 - .

#### **6.4.3 - Ajustement de la puissance souscrite en cas de travaux d'économie d'énergie**

L'ABONNÉ peut demander à la RÉGIE le réajustement de la puissance souscrite dans les conditions posées par la réglementation, et notamment les articles D.241-35 et suivants du code de l'énergie.

La RÉGIE est tenue de pratiquer un abattement de la puissance souscrite lorsque l'ABONNÉ fait réaliser des travaux d'isolation et d'amélioration de la performance thermique du bâtiment devant entraîner une baisse supérieure à 20 % par rapport à la puissance souscrite dans la Police d'abonnement, le cas échéant après un réajustement.

La baisse prévisionnelle des puissances souscrites doit être attestée par une étude réalisée par un bureau d'études spécialisé, dont les calculs thermiques auront été réalisés par un logiciel agréé.

La RÉGIE et l'ABONNÉ se mettent d'accord sur ces bases, sur la nouvelle puissance souscrite provisoire, qui sera mise en application dès la fin des travaux attestée par la transmission des procès-verbaux de réception, pour une période probatoire d'un an, permettant de vérifier l'adéquation des puissances aux besoins réels mesurés.

À l'issue de la période probatoire, la RÉGIE prend contact dans les trois (3) mois avec l'ABONNÉ afin d'arrêter la puissance souscrite définitive.

Si la puissance souscrite définitive est différente de la puissance souscrite provisoire, elle s'applique avec effet rétroactif depuis la date d'application de la puissance souscrite provisoire.

Pour bénéficier de ces possibilités, l'ABONNÉ adresse une demande motivée à la RÉGIE précisant la nature des travaux réalisés et l'économie d'énergie devant en résulter.

#### **6.4.4 - Ajustement de la puissance souscrite en cas de dépassement de la puissance souscrite**

En cas de dépassement de la puissance souscrite, la RÉGIE en informe l'ABONNÉ avec justificatif à l'appui et opère le réajustement de la puissance souscrite sans rétroactivité.

#### **6.4.5 - Ajustement de la puissance souscrite à la fin de la première année d'exploitation**

En cas d'écart dûment constaté de façon contradictoire à la fin de la première année d'exploitation, ou en cas d'événement exceptionnel ou de travaux d'isolation de bâtiments des ABONNÉS, il est procédé à l'ajustement de la puissance souscrite au vu des puissances appelées effectives.

La répartition des puissances souscrites de chaque ABONNÉ est ainsi susceptible d'être recalculée s'il est constaté des écarts supérieurs à +/- 20% par rapport à la cible de départ, calculée sur l'ensemble des ABONNÉS au réseau de chaleur.

## **Article 7 - Interruptions de fourniture**

### **7.1 - Interruption pour travaux d'entretien courant**

Sauf dérogation de la RÉGIE, les travaux d'entretien courant sont exécutés en dehors de la saison de chauffage, ou éventuellement pendant cette période à condition qu'il n'en résulte aucune perturbation pour le Service.

Sauf circonstances exceptionnelles, les dates et heures de ces interruptions sont portées à la connaissance des ABONNÉS au moins une semaine à l'avance. Les ABONNÉS se chargent par avis collectif d'en informer les usagers concernés.

### **7.2 - Travaux de gros entretien et de renouvellement et travaux de raccordement**

Tous les travaux programmables nécessitant la mise hors service des ouvrages (de type arrêt annuel programmé) sont exécutés en dehors de la saison de chauffage, et en une seule fois si possible.

La période et la durée d'exécution de ces travaux sont fixées par la RÉGIE pour les interruptions de fourniture de plus de douze heures. Les dates sont communiquées aux ABONNÉS, qui se chargent par avis collectifs d'en informer les usagers concernés avec un préavis d'une semaine.

### **7.3 - Arrêts d'urgence**

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, la RÉGIE prend d'urgence les mesures nécessaires.

Elle en avise sans délai les ABONNÉS qui se chargent par avis collectifs d'en informer les usagers concernés.

### **7.4 - Autres cas d'interruption de fourniture**

La RÉGIE peut suspendre la fourniture de chaleur à tout ABONNÉ dont les installations seraient une cause de perturbation pour les ouvrages du Service.

En cas de danger, elle intervient sans délai pour prendre toutes les mesures conservatoires et prévient immédiatement les ABONNÉS qui se chargent, par avis collectif, d'en informer les usagers concernés.

Elle rend compte aux ABONNÉS dans les 24 heures avec les justifications nécessaires.

### **7.5 - Arrêt non programmé**

Des interruptions exigées par l'entretien des installations pourront avoir lieu après avis donné aux ABONNÉS concernés au moins 48 heures à l'avance.

### **7.6 - Interruption en cas de non-paiement de factures**

Le non-paiement des sommes dues par l'ABONNÉ pourra donner lieu à une interruption de fourniture de chaleur, dans les conditions fixées par l'article 16.4 - .

## **Article 8 - Défauts de fourniture**

### **8.1 - Définitions**

- Est considéré comme retard de fourniture le défaut, pendant plus d'une journée après la demande écrite formulée par un ou plusieurs ABONNÉS, de remise en route de la distribution de chaleur à un ou plusieurs postes de livraison au début ou en cours de la saison de chauffage ;
- Est considérée comme interruption de fourniture l'absence constatée pendant plus de douze heures de la fourniture de chaleur à un poste de livraison ;
- Est considérée comme insuffisante la fourniture de chaleur à une puissance ou à un niveau de température ou de pression inférieurs aux seuils fixés par les demandes d'abonnement, dans les conditions de puisage définies à la Police d'abonnement, et constatée pendant plus de douze heures.

### **8.2 - Sanctions pécuniaires**

Sous réserve de l'ensemble des stipulations qui précèdent, et notamment des stipulations de l'article Article 7 - , les retards, interruption et insuffisance de fourniture, donnent lieu au profit de l'ABONNÉ, à la réduction de facturation correspondant à la fourniture non exécutée par la RÉGIE suivant les modalités définies à l'article 16.4 - .

## **Article 9 - Astreinte**

Les coordonnées téléphoniques à appeler durant les heures ouvrables, ou pour joindre une permanence technique en dehors de ces heures seront communiquées aux ABONNÉS.

Dans la mesure du possible, la RÉGIE s'attachera à assurer les délais d'intervention suivants :

Nature des risques	Établissements concernés	Délais d'intervention
Risque critique : rupture de la fourniture	TOUS	8 heures
Dépannage normal : petites pannes et dysfonctionnements mineurs	Logements, Administrations, Enseignement	24 heures
	Établissements de santé (Hôpitaux, maison de retraite, ...)	8 heures

Ces délais d'intervention commencent à courir à compter de la demande d'intervention par l'ABONNÉ. Lorsque celle-ci intervient en-dehors des heures ouvrées du Service (du lundi au vendredi de 8h à 17h), les délais d'intervention sont majorés de 50 %.

## Article 10 - Obligations et responsabilité de l'ABONNÉ

### 10.1 - Obligations et responsabilités de l'ABONNÉ

Le local du poste de livraison est mis gratuitement à la disposition de la RÉGIE par l'ABONNÉ, ce dernier en assurant en permanence le clos et le couvert.

Les agents de la RÉGIE ou les prestataires mandatés par elle, éventuellement accompagnés par le personnel d'entreprises en charge de la maintenance, ont le droit d'accéder aux postes de livraison. À cet effet, à la demande de la RÉGIE, l'ABONNÉ devra permettre l'accès à ses installations.

Les agents de la RÉGIE ont accès à tout instant aux postes de livraison. Les conditions et protocoles d'accès aux sous-stations sont indiqués dans la police d'abonnement. En cas d'évolution de ceux-ci, l'ABONNÉ en informe la RÉGIE par écrit.

L'ABONNÉ a la charge et la responsabilité des installations secondaires telles que définies à l'article 2.3 - .

En outre, l'ABONNÉ assure à ses frais et sous sa responsabilité, le bon fonctionnement, l'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations secondaires et du local sous-station, en particulier :

- La fourniture de l'électricité nécessaire au fonctionnement du poste de livraison, à son éclairage et au fonctionnement des installations secondaires (et primaires de la sous-station) ;
- L'évacuation d'eau au sol de la sous-station ;
- Le réglage, le contrôle, la sécurité ainsi que la conduite et l'entretien complet de ses installations conformément aux règles de l'art, aux bonnes pratiques et à la réglementation en vigueur, et notamment :
  - L'équilibrage de ses installations ;
  - Le traitement d'eau et le débouage du réseau secondaire et des équipements associés, la fourniture et le traitement éventuel de l'eau froide nécessaire à l'alimentation et au fonctionnement des installations secondaires ;
- Les réparations et/ou remplacements de l'échangeur primaire, lorsque les désordres constatés sur celui-ci proviennent des installations secondaires et/ou de leur entretien. Le cas échéant, les travaux de réparation et/ou de remplacement de l'échangeur sont réalisés par la RÉGIE aux frais de l'ABONNÉ.

L'ABONNÉ a la libre et entière disposition de l'énergie calorifique livrée, sous réserve qu'il ne découle de ses agissements aucune fluctuation anormale dans les canalisations du réseau, ni aucun trouble dans la distribution aux autres ABONNÉS, ni d'une manière générale dans le fonctionnement des installations primaires. Il s'assure en particulier que le réglage et le fonctionnement de ses installations ne perturbent pas le fonctionnement du fluide primaire.

L'ABONNÉ et la RÉGIE sont respectivement responsables de tous les actes exécutés par leur personnel dans la sous-station.



Il est spécifié que l'ABONNÉ s'interdit toute manœuvre ou toute intervention sur les installations primaires.

La RÉGIE n'est responsable que des désordres provoqués de son fait dans les installations intérieures de l'ABONNÉ.

Toute utilisation directe ou puisage du fluide primaire par l'ABONNÉ est formellement interdite.

Enfin, il appartient à l'ABONNÉ de prévoir une sécurité en cas d'élévation anormale de la température du fluide secondaire du chauffage.

## **10.2 - Sanctions en cas d'inexécution des obligations de l'ABONNÉ**

En cas d'inexécution par l'ABONNÉ de l'une des clauses du présent Règlement de service, notamment en cas de non-paiement des factures, la RÉGIE se réserve le droit de suspendre, aux frais du contrevenant, la distribution de chaleur par fermeture de l'échangeur dans les conditions prévues par le présent Règlement, et ce, sans encourir aucune responsabilité à l'égard de l'ABONNÉ ou des tiers, même en cas de sinistre.

La suspension n'arrête pas le cours de l'abonnement, ni ne dispense l'ABONNÉ du paiement des factures établies en vertu de l'abonnement, et ne fait pas obstacle aux sanctions particulières prévues dans différents articles du Règlement, ni aux poursuites que la RÉGIE peut exercer contre l'ABONNÉ.

## **Article 11 - Information des ABONNÉS**

Une fois par an, dans les 6 mois qui suivent la fin de l'exercice, la RÉGIE organise une réunion d'information des ABONNÉS, qui comportera notamment :

- Une présentation du bilan d'exploitation de l'année écoulée ;
- Les problèmes rencontrés, les travaux réalisés ;
- Les évolutions et travaux à venir ;
- Une synthèse économique et les révisions tarifaires mises en œuvre ;
- Une session d'échange avec les ABONNÉS.

# **Chapitre 3 - REGIME DES ABONNEMENTS ET DES RACCORDEMENTS**

## **Article 12 - Régime des abonnements**

La mise en service du chauffage est subordonnée à la souscription d'une demande d'abonnement.

Les abonnements sont conclus pour les dates et durées indiquées dans la Police d'abonnement individuelle. Les contrats d'abonnement sont renouvelables par période de cinq ans. La RÉGIE devra aviser l'ABONNÉ trois mois à l'avance de l'arrivée à échéance de son abonnement. Faute de réponse écrite de la part de ce dernier avant la date d'échéance, le contrat d'abonnement sera reconduit pour une nouvelle période de cinq ans.

Les abonnements peuvent être souscrits à toute époque de l'année.

Les abonnements sont cessibles à un tiers, à toute époque de l'année moyennant un préavis d'un mois, l'ABONNÉ s'engageant à imposer l'observation des clauses du contrat d'abonnement à toute personne ou société qui le substituerait. L'ancien ABONNÉ reste responsable vis-à-vis de la RÉGIE de toute somme due en vertu de l'abonnement initial.

Les stipulations de la Police d'abonnement s'imposent aux ayants droits ou successeurs éventuels de l'ABONNÉ, qui s'engagent en conséquence à imposer cette obligation dans tout acte de transfert.

En cas de résiliation de sa Police d'abonnement avant son échéance, l'ABONNÉ verse à la RÉGIE une indemnité, définie à l'article 16.6 - .

Lors d'une résiliation du contrat d'abonnement, à la demande de l'ABONNÉ, l'alimentation du poste de livraison est fermée aux frais de l'ABONNÉ. Le démantèlement des installations primaires est réalisé aux frais de l'ABONNÉ, conformément à l'article 16.7 - .

## Article 13 - Raccordement

L'ABONNÉ demandant un raccordement postérieurement au début des travaux de la création initiale du réseau de chaleur, doit s'acquitter des frais de raccordement, définis de façon à couvrir l'essentiel du coût des travaux nécessaires à la création du poste de livraison de l'ABONNÉ. Ces frais sont définis sur devis de la RÉGIE, après étude des conditions techniques du raccordement.

Les éventuels travaux d'adaptation sur le secondaire, nécessaires au raccordement du bâtiment de l'ABONNÉ et réalisés par la RÉGIE, seront refacturés à l'ABONNÉ, à l'identique, sous la forme de frais de raccordement.

Le paiement des frais de raccordement est effectué de la façon suivante :

- 50 % lors de la signature de la demande d'abonnement pour la fourniture de chaleur ;
- 50 % au moment de la mise en service du poste de livraison.

---

**LES ABONNÉS AYANT SOUSCRIT LEUR ABONNEMENT À L'ORIGINE DU SERVICE, ET FAISANT PARTIE DU RECENSEMENT DES USAGERS ET DE LA SOUSCRIPTION DES PUISSANCES SOUSCRITES SERVANT À LA RÉPARTITION INITIALE DES CHARGES R2, NE SONT PAS SOUMIS AUX FRAIS DE RACCORDEMENT POUR LES TRAVAUX RÉALISÉS CÔTÉ PRIMAIRE.**

---

## Chapitre 4 - CONDITIONS FINANCIERES

### Article 14 - Tarifs de base

La RÉGIE vend l'énergie calorifique aux ABONNÉS aux tarifs de base hors taxes auxquels s'ajoutent la taxe sur la valeur ajoutée et les divers droits et taxes additionnelles en vigueur.

Le tarif de base R est composé de deux éléments R1 et R2, représentant, chacun, une partie des prestations :

$$R = R1 \times \text{Nombre de MWh consommés par l'abonné} + R2 \times \text{Puissance souscrite par l'abonné en kW}$$

#### 14.1 - Composition de l'élément R1

Le terme R1, exprimé en euros hors taxes par MWh, est un élément représentant le coût des combustibles ou autres sources d'énergie réputées nécessaires, en quantité et en qualité, pour assurer la fourniture de chaleur au poste de livraison de l'ABONNÉ.

Le terme R1 est défini pour chaque combustible utilisé et est précisé par un indice complémentaire (bois ou FOD). Il tient compte de la mixité des combustibles par application de la formule suivante :

$$R1 = (Tb \times R1_{\text{bois}} + Tf \times R1_{\text{FOD}})$$

où :

- « Tb » est la proportion de la production de chaleur assurée à partir de l'énergie bois, mesurée en chaufferie ( $Tb = \text{production bois} / (\text{production bois} + \text{production fioul})$ )
- « Tf » est la proportion de la production de chaleur assurée à partir de l'énergie fioul, mesurée en chaufferie ( $Tf = \text{production fioul} / (\text{production bois} + \text{fioul})$ )



- $R1_{\text{bois}}$  est le coût de production de la chaleur à partir du bois (dépenses d'achat de fourniture de bois divisées par la production de chaleur issue de la chaudière bois) ;
- $R1_{\text{FOD}}$  est le coût de production de la chaleur à partir du fioul (dépenses d'achat de fourniture de fioul divisées par la production de chaleur issue de la chaudière fioul).

L'élément proportionnel R1 est facturé aux ABONNÉS proportionnellement à l'énergie calorifique consommée par eux, sur relève des compteurs de chaleur de leur poste de livraison, exprimée en MWh.

Le tarif R1 attendu à la première mise en service du réseau est défini en annexe 1.

## 14.2 - Composition de l'élément R2

Le terme R2 (ou abonnement) est un élément fixe représentant la somme des coûts annuels suivants, exprimés en euros hors taxes par kW souscrit :

- **R2.1** : coût de l'énergie électrique utilisée à des fins mécaniques, réputée nécessaire pour assurer le fonctionnement des installations primaires (hors postes de livraison à la charge des ABONNÉS)
- **R2.2** : coût des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des installations, et frais généraux
- **R2.3** : coût des prestations et provisions pour gros entretien, remise en état et renouvellement des équipements, permettant d'assurer le bon état de fonctionnement des installations primaires
- **R2.4** : coût des charges financières liées aux investissements.

L'élément R2 est la somme  $R2 = R2.1 + R2.2 + R2.3 + R2.4$

L'élément fixe R2 est facturé aux ABONNÉS proportionnellement à leur puissance souscrite, exprimée en kW.

Le tarif R2 attendu à la première mise en service du réseau est défini en annexe 1.

## 14.3 - Cas de la fourniture en dehors de la Saison de chauffage

En cas de fourniture de chaleur estivale consentie par la RÉGIE à un ABONNÉ (hors Saison de chauffage telle que définie au 5.1 - ), la RÉGIE a la faculté de mettre en place une tarification spécifique pour cette période, conformément aux stipulations de l'article 5.2 - . Le cas échéant, celle-ci est définie dans la police d'abonnement de l'ABONNÉ concerné.

## Article 15 - Révision des tarifs

La révision des prix unitaires R1 et R2 de la chaleur définis à l'article Article 14 - est réalisée au moins une fois par an, en début d'exercice, en fonction des coûts réels d'exploitation.

La RÉGIE a la faculté de procéder à des réajustements tarifaires en cours d'exercice si les conditions économiques du Service venaient à évoluer au-delà de 20%, et ce notamment afin de limiter les montants des régularisations en fin d'exercice tels que définis à l'article 16.2 - .

Chaque révision ou réajustement des tarifs est accompagné d'un courrier d'information aux ABONNÉS.

## Article 16 - Facturation et paiement des sommes dues par les ABONNÉS

### 16.1 - Facturation

Le règlement du prix de vente de la chaleur fixé en application aux articles Article 14 - et Article 15 - donne lieu à des versements provisionnels échelonnés déterminés dans les conditions suivantes.

À la fin de chaque trimestre est présentée une facture d'acompte comportant :

- Les éléments proportionnels R1 établis sur la base des quantités consommées mesurées par relevé des compteurs pour le trimestre écoulé, et du tarif R1 en vigueur ;

- L'élément forfaitaire R2 pour le trimestre à venir, sur la base de la puissance souscrite par l'ABONNÉ et du tarif R2 en vigueur.

En fin d'exercice, une facture ou un avoir de régularisation annuelle est éventuellement établi, selon les stipulations de l'article 16.2 - .

## 16.2 - Régularisation

En fin d'exercice et après élaboration du bilan d'exploitation, la RÉGIE procédera si nécessaire à une régularisation des tarifs R1 et R2.

Celle-ci s'effectuera :

- Sur le R1, au prorata de la consommation de l'ABONNÉ par rapport à l'ensemble des consommations sur le réseau, déduction faite des provisions déjà payées par l'ABONNÉ au titre du R1 sur l'exercice concerné ;
- Sur le R2, au prorata de la puissance souscrite par l'ABONNÉ par rapport à l'ensemble des puissances souscrites sur le réseau, déduction faite des provisions déjà payées par l'ABONNÉ au titre du R2 sur l'exercice concerné.

La régularisation annuelle pourra donc donner lieu, selon les cas :

- À la facturation d'un complément par la RÉGIE ;
- À un remboursement du trop-perçu ou à un avoir, au bénéfice de l'ABONNÉ.

La régularisation en fin d'exercice peut faire l'objet d'une facturation spécifique, ou être intégrée à une facture ultérieure.

## 16.3 - Conditions de paiement

Sous réserve de dispositions réglementaires particulières, les factures sont payables dans les trente jours de leur émission.

Un ABONNÉ ne peut se prévaloir d'une réclamation sur le montant d'une facture pour justifier un retard au paiement de celle-ci. Si la réclamation est reconnue fondée, la RÉGIE doit en tenir compte sur les factures ultérieures.

À défaut de paiement dans le délai imparti qui suit l'émission des factures, la RÉGIE peut interrompre, après un nouveau délai de quinze jours, la fourniture de chaleur après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception à l'ABONNÉ, et avis collectif affiché à l'attention des usagers concernés.

La RÉGIE notifie à nouveau cette décision d'interruption à l'ABONNÉ avec un préavis de quarante-huit heures, adressé dans les mêmes formes.

La RÉGIE est dégagée de toute responsabilité par le seul fait d'avoir fait parvenir à l'ABONNÉ, dans les délais prévus, les deux lettres recommandées précitées.

Dans le cas où la fourniture aurait été interrompue, conformément au processus indiqué ci-dessus, les frais de cette opération ainsi que ceux de la remise en service ultérieure de l'installation, les frais de procédure consécutifs à la mise en œuvre de tout ou partie des stipulations du présent article et les frais irrépétibles ayant pu en résulter sont à la charge de l'ABONNÉ.

Tout retard dans le règlement des factures donne lieu, à compter du jour suivant la date de règlement figurant sur la facture selon le délai prévu au premier alinéa, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement de pénalités de retard dont le taux d'intérêt est égal à 1.5 fois le taux d'intérêt légal conformément à l'article L.441-6 du code du commerce.

La RÉGIE peut subordonner la reprise de la fourniture de chaleur au paiement des sommes dues ainsi que des frais de remise en service. Ces stipulations sont également applicables lors de la mise en route de la fourniture de chaleur en début de saison de chauffage.

Tout changement d'ABONNÉ ou toute modification de sa situation juridique rend immédiatement exigibles les montants des factures provisoires et de la facture définitive, même non encore échus.

## 16.4 - Réduction de la facturation

La définition des retard, interruption et insuffisance de fourniture d'énergie est précisée à l'article 8.1 - , à l'exclusion de toute interruption entrant dans les conditions fixées à l'article Article 7 - .

Les réductions de facturation visées au présent article sont notifiées par la RÉGIE aux ABONNÉS concernés, pour application sur la facture suivante.

La facturation est fondée sur le relevé des quantités de chaleur fournie ; le compteur enregistre la réduction ou l'absence de chaleur fournie.

Toute journée de retard ou d'interruption du chauffage diminue forfaitairement d'une journée la durée de la période effective de chauffage pour les installations ayant subi ce retard ou cette interruption, et se traduit par une réduction d'un trois cent soixante cinquième (1/365<sup>ème</sup>) du terme R2.

## 16.5 - Paiement des frais de raccordement

Les frais de raccordement, c'est-à-dire le droit de raccordement et le coût du branchement, sont exigibles auprès des ABONNÉS dans les conditions définies à l'article Article 13 - .

À défaut de paiement des sommes dues, la fourniture de chaleur peut être suspendue quinze jours après mise en demeure par lettre recommandée.

## 16.6 - Frais de rupture anticipée

En cas de rupture anticipée du contrat d'abonnement, l'ABONNÉ sera tenu de s'acquitter à l'égard de la RÉGIE d'une indemnité compensatrice de sa quote-part de la valeur non amortie des ouvrages et calculée comme suit :

$$I = PS \times (R2.4) \times N$$

où :

- I : indemnité due par l'ABONNÉ à la RÉGIE en €.HT
- PS : puissance souscrite par l'ABONNÉ à la date de résiliation
- R2.4 : valeur annuelle de la partie fixe R2.4 en €.HT / kW à la date de résiliation
- N : nombre d'années restant à courir jusqu'à l'échéance normale du contrat d'abonnement

La valeur des redevances R2 est appréciée au jour de la date d'effet de la rupture du contrat d'abonnement.

## 16.7 - Frais de démantèlement des installations

Pour le cas où l'ABONNÉ requiert le démantèlement complet des installations primaires appartenant à la RÉGIE situées en sous-station lors d'une rupture anticipée du contrat d'abonnement, cette demande entraîne une facturation de la RÉGIE à l'ABONNÉ sur devis établi par la RÉGIE et accepté par l'ABONNÉ.

Ces stipulations s'appliquent indifféremment à tous les ABONNÉS du Service.

# Chapitre 5 - CLAUSES D'APPLICATION

## Article 17 - Date d'application

Le présent Règlement entre en vigueur à la date de mise en service de l'installation soit le 1<sup>er</sup> Octobre 2025.

## Article 18 - Modification du Règlement

Des modifications au présent Règlement peuvent être décidées par la RÉGIE et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le Règlement initial. Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'à condition d'avoir été portées à la connaissance des ABONNÉS.

## Article 19 - Contestation du Règlement de service

Les contestations qui s'élèveraient entre la RÉGIE et l'ABONNÉ au sujet du présent Règlement de service et de son application seront soumises au tribunal civil de Besançon, après échec d'une résolution préalable du litige par voie amiable. Le recours devant le tribunal n'est pas suspensif des sommes dues.

## Article 20 - Clause d'exécution

Le président de la RÉGIE, les agents de la RÉGIE habilités à cet effet, en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent « Règlement de Service ».

Délibéré, voté et mis en vigueur par le Comité Syndical du SYDED, sur avis du Conseil d'Exploitation de la RÉGIE, dans sa séance du .....

Pour la RÉGIE,

## ANNEXE 1 – TARIFS HT INDICATIFS (VALEUR MAI 2024)

### Prix de la chaleur R1

R1 = 67.43 €.HT/MWh

Taux de TVA applicable 5.5% (article 278-0 bis du CGI).

### Prix de l'abonnement R2

R2 = 74.23 €.HT/kW souscrit

avec :

R2.1 = 11.16 €.HT/kW souscrit

R2.2 = 22.37 €.HT/kW souscrit

R2.3 = 11.88 €.HT/kW souscrit

R2.4 = 28.83 €.HT/kW souscrit

Taux de TVA applicable 5.5% (article 278-0 bis du CGI).

Les tarifs sont réajustés dans les conditions définies à l'article Article 15 - du Règlement de Service.